

Parlons Vélo !

Ce questionnaire peut être rempli en ligne sur www.parlons-velo.fr

VOUS ÊTES CANDIDAT AUX ÉLECTIONS LÉGISLATIVES 2017

Prénom	
Nom	
Département et circonscription	
Parti ou alliance	

LE VÉLO ET VOUS

A quelle fréquence enfourchez-vous un vélo ?

<input type="checkbox"/>	Quotidiennement ou presque
<input type="checkbox"/>	Régulièrement
<input type="checkbox"/>	De temps en temps
<input type="checkbox"/>	Jamais ou presque

A quelle fréquence enfourchez-vous un vélo ?

<input type="checkbox"/>	Un moyen de se déplacer
<input type="checkbox"/>	Un loisir (balade, tourisme...)
<input type="checkbox"/>	Un sport (course, VTT...)

En quelques mots, quelle est votre pratique du vélo ?

Vous engagez-vous à soutenir la mise en place d'un Plan Vélo national ?

Contrairement à nombre de ses voisins européens (Exemple de l'Allemagne : <https://nationaler-radverkehrsplan.de/en>), la France n'a pas de stratégie nationale pour le développement de l'usage du vélo. Les acteurs du vélo demandent au prochain gouvernement de mettre en place un Plan Vélo visant à rendre la France cyclable.

FINANCER LA TRANSITION CYCLABLE DES TERRITOIRES

Actuellement, il n'existe aucun budget national dédié au développement de l'usage du vélo, alors que le retour sur investissement, notamment en matière de santé et de retombées touristiques, est quasi immédiat. Les acteurs du vélo demandent au prochain gouvernement de mettre en place un Fonds Vélo pour financer la transition cyclable au niveau des territoires.

Vous engagez-vous à soutenir la mise en place d'un Fonds Vélo ?

Les acteurs du vélo estiment qu'il faudrait consacrer au moins 500 millions d'euros pendant le quinquennat pour financer la première étape de la transition cyclable. Cela correspond à moins de 8 euros par Français.

<input type="checkbox"/>	Oui, je m'engage à soutenir la mise en place d'un Fonds Vélo
<input type="checkbox"/>	Non, il n'y a pas besoin de financement dédié pour la mise en œuvre du Plan Vélo

Si vous êtes élu, vous vous engagez à soutenir des mesures pour :

<input type="checkbox"/>	Lancer un appel à projet «Territoire Cyclable» pour financer des territoires-pilotes, résorber les coupures cyclables (pont, tunnel...) et développer l'expertise française en matière d'aménagements cyclables
<input type="checkbox"/>	Créer des bourses et un concours dédiés pour encourager les innovateurs du vélo en France, de l'artisan à la start-up
<input type="checkbox"/>	Finaliser les itinéraires EuroVelo français (2020) et mettre en œuvre le schéma national des véloroutes et voies vertes (2030)

Souhaitez-vous rajouter quelque-chose à propos du Fonds Vélo et du financement de la transition cyclable ?

FAVORISER L'ÉMERGENCE D'UNE «GÉNÉRATION VÉLO»

Si la France avait autrefois une culture du déplacement à vélo, celle-ci s'est beaucoup perdue dans les dernières décennies. Qu'il s'agisse de santé des enfants, de lutte contre le vol de vélo ou d'apaisement de la circulation en ville, il est grand temps de se donner les moyens de faire émerger une nouvelle «génération vélo».

Si vous êtes élu, vous vous engagez à soutenir des mesures pour :

	Rendre systématique l'apprentissage de la mobilité à vélo à l'école primaire, avec une initiation à la mécanique vélo
	Faire de la présence de stationnement sécurisé un critère incontournable pour évaluer l'efficacité énergétique des bâtiments
	Abaisser la vitesse maximale à 30 km/h en ville (le maire peut par arrêté maintenir le 50 km/h sur les axes principaux)

Souhaitez vous rajouter quelque chose sur l'émergence de la «génération vélo» ?

DÉVELOPPER UNE FISCALITÉ QUI ENCOURAGE L'USAGE DU VÉLO

La fiscalité française est aujourd'hui largement défavorable au choix du vélo par les Français et il existe peu de mesures réellement incitatives au choix de ce mode de déplacement. Les acteurs du vélo demandent au prochain parlement de rééquilibrer les incitations fiscales en faveur du vélo.

Si vous êtes élu, vous vous engagez à soutenir des mesures pour :

	Augmenter le plafond d'exonération de l'Indemnité Kilométrique Vélo jusqu'à 385€ par an
	Pérenniser le dispositif national d'aide à l'achat d'un Vélo à Assistance Electrique (VAE)
	Créer un «chèque-réparation», qui permette notamment aux ménages modestes de faire entretenir ou réparer leur vélo par un professionnel qualifié

Souhaitez vous rajouter quelque chose sur la fiscalité incitative à l'usage du vélo ?
